

INTERVENTION DE M. GEORGES ORDONNAUD :

Emergence d'une conscience et d'une responsabilité planétaires

Compte tenu du thème que nous avons choisi, je vais débiter par quelques citations de Pierre Teilhard de Chardin ; vous allez voir que cela rejoint nos préoccupations.

En 1950, dans « le Cœur de la matière », Teilhard écrit : « je parle du fantastique spectacle, droit sous nos yeux, d'une réflexion collective rapidement montante, au même rythme qu'une organisation de plus en plus unitaire ». C'est ce dont on a parlé dans l'exposé de M. Masurel, qui a dit que si l'on veut prendre des décisions concernant la réduction des gaz à effet de serre, il faudra s'unir.

Teilhard parlait également du « grand effort organisé et orienté », donc pas uniquement la loi du marché. « La construction de la Terre », c'est le terme qu'il a employé. J'en profite pour ajouter une citation de Michel Albert, de Jean Boissonat et de Michel Camdessus dans leur ouvrage de 2002 « Autrefois en ce siècle » ; ils affirment : « nous sommes la première génération dans l'histoire à être appelée à la gestion et à l'organisation de la planète ».

En même temps Teilhard (je reviens à lui) a eu cette phrase, en 1947 : « si nous ne sommes pas tous à une même, à une assez haute température psychique, il est inutile de nous rapprocher et de nous fondre, nous n'y arriverons pas ».

Mais je garde pour la fin la plus belle citation. Un an avant sa mort Teilhard, à New York, écrit dans « les Singularités de l'espèce humaine », texte de 1954, ces phrases - et là vous verrez que l'on reprend exactement les termes du sujet qui vous est proposé, la gouvernance mondiale utopique ou inévitable - il dit d'abord : « si, en ce moment, parler d'une organisation humaine universelle semble être (et est probablement en fait) une utopie, qui nous dit que l'opération ne se fera pas toute seule demain, quand l'Homme se trouvera porté, par émergence généralisée de convergence de notre espèce, à quelque forme insoupçonnée de Sens de l'Espèce ? » Il continue : « et ici qu'on m'entende bien : lorsque je parle de l'Humanité unanisée, ce à quoi je pense n'a rien de commun avec toutes sortes d'euphories confortables et vertueuses. Une humanisation de convergence ne peut finir qu'en paroxysme. » Et il continue : « même cohérée sur soi, par la conscience enfin actée de sa destinée commune, l'Humanité passera donc demain, soit dans son effort pour définir et formuler l'unité qui l'attend, soit dans le choix et l'application des moyens les plus appropriés pour y atteindre, par des conflits intérieurs plus violents encore que ceux que nous connaissons. »

On traitait Teilhard d'optimiste, vous voyez un peu le réalisme de ces phrases. « Mais ces phénomènes de tension, justement parce qu'ils se développeront en un milieu humain beaucoup plus polarisé vers l'avenir que nous ne pouvons encore l'imaginer, ont de grandes chances de perdre leur stérile amertume particulière à nos luttes présentes, sans compter qu'au sein d'une telle atmosphère de conspiration, certaines opérations de caractère universel peuvent être envisagées comme réalisables, dont il ne saurait être question dans l'état d'inagrégation psychique où nous végétons encore aujourd'hui. »

Vraiment, on ne peut pas mieux dire pour, définitivement, aborder ce thème. Donc l'aspect un peu utopique pour certains - vous savez, il y a quelques années, on parlait encore d'utopie quand on développait ces thèmes-là - maintenant, depuis la prise de conscience du danger que représente pour notre planète la détérioration de l'environnement - également les problèmes que pose le développement durable - déjà ça a accéléré notre prise de conscience vers la responsabilité - et alors évidemment, depuis l'année dernière, la crise, la crise économique, financière, monétaire, sociale, commerciale, politique, au niveau national ou au niveau international, avec les dangers qu'elle présente.

Mais surtout, attention, nous avons réussi effectivement à améliorer notre conscience de nos responsabilités, mais ce ne sont pas les seuls problèmes. On a cité celui de la démographie, à juste titre, et

beaucoup disent qu'une des premières mesures à prendre pour éviter le réchauffement climatique c'est effectivement de mieux contrôler la démographie ; le problème de la faim : songez qu'à Rome, la semaine dernière, il y a eu une conférence sur le problème de la faim ; or il n'y avait qu'un chef d'état européen, celui qui recevait (M. Berlusconi) et le pape ; aucun autre chef d'état sur un sujet de ce genre-là : il y a de quoi faire également pour la prise de conscience par les responsables politiques.

Le problème de la santé : lutte contre les maladies - toutes les maladies, pas seulement le SIDA, mais la tuberculose, le paludisme – et ça pose des problèmes considérables. Le problème de l'eau - de l'eau potable – qui va être un problème à consonance politique dans bien des pays. Ceux qui ont la chance de détenir des réserves d'eau dans leurs montagnes ont un pouvoir terrible sur les pays voisins qui attendent qu'elle leur arrive, à condition qu'on ne fasse pas trop de barrages sur les rivières.

La question des migrations, qui posent un problème considérable, et qui a une connotation politique inévitable. Également l'insuffisance ou l'absence de dialogue entre civilisations et religions ; c'est un problème qui est très actuel, et qui peut le devenir encore plus. Et, bien entendu, les crises politiques non réglées et dangereuses que nous connaissons tous actuellement : la prolifération nucléaire en Iran et en Corée du Nord, les crises du Moyen-Orient (Palestine, Israël), la reconversion de l'Irak, en espérant qu'il arrivera à se reconvertir vers un régime plus normal, les problèmes que pose l'Afghanistan et son voisin le Pakistan, et également le traitement des minorités dans beaucoup de pays (en Asie, en Afrique, en Russie et au Moyen-Orient).

Donc tous ces problèmes-là, vous voyez, - il n'y a pas que les problèmes d'environnement ou de la crise économique - vont surgir de plus en plus et nous risquons d'avoir des crises qui seront très graves et qui seront à régler ; commençons par en prendre conscience. Toutes ces crises, en plus, s'entrecroisent, et, bien souvent, pour trouver une réponse à l'une des crises, il faut essayer d'en régler une autre, parce qu'il y aura toujours des compromis inévitables entre les pays, et je prends deux exemples :

- Le nucléaire iranien : si l'on veut obtenir que l'Iran accepte les conditions qu'il s'était imposé à lui-même (il a signé le traité de non-prolifération), il faudra sans doute effectivement que les Etats-Unis, la Chine (je l'espère, même si officiellement elle est toujours très prudente, et que le voyage de M Obama l'aura peut-être convaincue de jouer un rôle plus influent auprès de l'Iran), la Russie, la Turquie, qui joue un très grand rôle dans ces régions-là, et l'Europe bien entendu, s'associent pour bien faire comprendre à l'Iran qu'il a intérêt à respecter cela, car il serait extrêmement dangereux qu'un nucléaire iranien se développe, car automatiquement ça veut dire que l'Arabie Saoudite, la Turquie et d'autres chercheront à avoir ces mêmes armes. Mais, en même temps, il y aura des compensations à trouver, d'une manière ou d'une autre.

- De même, en matière de lutte contre le réchauffement climatique, les pays qui polluent le plus, et qui sont bien souvent les plus pauvres, nous dirons : « on veut bien faire un effort sur le réchauffement climatique, de même, comme vous nous le demandez, sur les droits de l'homme, les droits sociaux, mais à condition que vous nous aidiez davantage à nous développer, que vous transfériez des technologies », ce qui n'est pas toujours le cas ; regardez actuellement la position de l'Europe, elle est d'accord pour effectivement avoir une position commune à Copenhague, mais on n'a pas réglé le problème de la répartition entre pays européens des fonds qui seraient à donner aux pays en voie de développement. De toute façon, comme disait M. Masurel, ce n'est sans doute pas à Copenhague que les grandes décisions seront prises, mais à Mexico en 2010 - enfin, on approche du moment où il faudra les prendre.

Voilà ce que je voulais vous dire, en vous montrant maintenant que tous ces règlements peuvent se faire sur le plan local, dans certains cas, sur le plan national, sur un plan bilatéral entre 2 ou 3 pays ; de plus en plus également sur le plan des organisations régionales, de l'ONU, ou des organisations qui pourraient (*inaudible*) ; et, également, bien entendu, à des niveaux encore plus élevés ; et c'est là qu'on aborde le principe de subsidiarité, qui veut dire qu'il faut laisser faire aux échelons les plus bas (ce n'est pas péjoratif) ce qui peut y être fait, et ne faire prendre des décisions aux échelons les plus élevés que dans la mesure où l'on ne peut pas les faire prendre aux échelons les plus bas.

Et l'on arrive donc au problème de l'unité, de l'organisation unitaire à l'échelle de la planète. Je dois dire qu'effectivement, jusqu'à l'année dernière, quand on parlait de ce genre d'institution : « utopique, encore un truc de plus qui s'accumule... ». Et maintenant, avec le G20, tout de même, - qui est plutôt déjà un G22 - il y a eu quand même une accélération de la prise de conscience et une décision de s'organiser. Ce qui est important, c'est que ce G20 se pérennise, c'est-à-dire qu'en fait il est prévu des réunions maintenant ; les prochaines seront en Corée du Sud en 2010, et en France en 2011. Il y a un secrétariat permanent. Deuxièmement, il faudrait que le G20 s'organise pour accueillir des pays plus petits, comme le Conseil de sécurité, c'est-à-dire des membres non permanents. Alors, on dit que le G20 c'est 85 % de l'économie mondiale, mais il reste les 15 % en question, généralement en Afrique et dans des pays pauvres. Eh bien il faudrait que, comme au Conseil de sécurité, il y ait des membres non permanents, tournant tous les 2 ans, c'est une très bonne formule.

Troisièmement, élargir les compétences du G20 au delà de l'économie et des finances - il a d'ailleurs oublié la monnaie, c'est encore un problème à régler dans le futur - mais aussi de l'environnement, aux autres problèmes dont je vous ai parlé. Il faut qu'il ait une compétence plus large, de manière à arriver à des compromis. Les compromis dont je vous parlais, ce n'est pas à des niveaux de fonctionnaires ou de ministres que ça peut se décider, mais au niveau des chefs d'état. Il faut donc, à un moment ou à un autre, pour les problèmes qui n'auront pas été réglés à un niveau plus bas, par subsidiarité, qu'on puisse les régler au niveau le plus élevé, et pour cela il faut qu'il existe.

Or il n'existe pas, et c'est pour ça que je voudrais terminer sur 2 exemples : il y a une encyclique du pape Benoît XVI parue récemment. Dieu sait si certains écrits et discours de ce pape ont prêté à contestation, mais l'encyclique « Caritas in veritate » est remarquable. Impeccable sur le plan théologique, ça ne m'étonne pas, sur le plan social parfaite, mais il y a un aspect politique à la fin. Il dit que pour régler tous les problèmes dont on vient de parler, il manque une organisation politique mondiale. Dans son encyclique, il s'appuie en permanence sur Paul VI, qui était dans cette direction, et sur Jean XXIII qui avait quand même sorti en 1963, en pleine guerre froide, l'encyclique « Pacem in terris » où il dit qu'il manque la clé de voûte au système international ; il proposait la création, au niveau des chefs d'état et de gouvernement, d'une autorité publique de compétence universelle. Il montre que cette structure aiderait à régler les problèmes et à avoir une autorité pour le faire. Vous voyez qu'on arrive déjà presque au niveau du gouvernement mondial, même si ce n'est pas encore le cas, mais on en est assez proche.

Ce qui m'étonne d'ailleurs c'est que l'Eglise de France, dans ses écrits, dans ses journaux - je pense aux articles de certains jésuites dans la Croix, je pense à un article, je crois que c'est dans le Monde, de Mgr Simon, archevêque de Clermont - parle toujours du pape théologien, du pape social, et puis on zappe, on gomme carrément l'aspect politique. Je sais très bien que beaucoup de personnes de toutes confessions craignent qu'une autorité mondiale soit totalitaire, mais justement, dans l'encyclique en question, il est bien dit qu'il faut éviter une organisation monocratique, c'est-à-dire en fait totalitaire, et pour ça il faut l'organiser en conséquence.

Deuxième exemple, et je terminerai là-dessus, c'est celui d'Obama prix Nobel. Alors moi j'ai été tout à fait enthousiasmé de voir que, ce qui était extrêmement rare, on donnait déjà un prix Nobel à quelqu'un qui n'avait pas encore réalisé un certain nombre de choses. Et là, c'est quand même « Obama, Nobel oblige ! ». C'est-à-dire qu'on essaye de les lui montrer, toutes ces déclarations qu'il a faites, toutes ces positions qu'il a prises depuis son arrivée au pouvoir ; elles sont assez extraordinaires : la dénucléarisation, le discours du Caire sur l'Islam, et surtout qu'il dise que l'Amérique ne peut pas tout faire toute seule, qu'il faut que les autres s'associent à elle. Espérons, alors qu'il y a eu des moqueries sur les difficultés actuelles d'Obama - on ne sait même pas s'il arrivera à faire passer son plan santé au Sénat, et puis il n'y a pas encore de résultats sur l'Iran, sur l'Afghanistan - eh bien je vous signale que si vraiment Obama n'arrive pas, avec notre aide, à régler ces problèmes-là, nous aurons perdu une bonne occasion de garder un président de ce genre-là aux Etats-Unis, ce qui ne court pas les rues et risque de ne pas se reproduire - songez à ce qu'était l'ère Bush - W, pas le père - ça a été une catastrophe de ce côté-là, c'était le blocage systématique des organisations internationales, du multilatéralisme (il avait même

désigné une personnalité assez étonnante comme représentant des Etats-Unis à l'ONU, qui avait déclaré quelques années auparavant que l'ONU était un organisme épouvantable et trop grand, qu'on pourrait en supprimer 10 étages et que ça ne se verrait pas).

Donc, vous voyez, je pense que l'Europe a un rôle considérable à jouer, et qu'elle n'a pas joué pour l'instant encore, pour aider Obama à réussir, avec notre aide, pour ensuite lui dire : « maintenant, cher ami, il faut organiser la planète, de manière à éviter - vous, l'hyperpuissance, c'est fini - l'apparition d'autres puissances ». Et si nous ne le faisons pas, et il n'y a que les américains qui peuvent permettre de le faire, car ils peuvent tout bloquer à nouveau, s'ils n'y arrivent pas, si nous n'y arrivons pas, je crains fort que les puissances montantes soient moins tentées de s'occuper de ces questions-là, de l'organisation unitaire de la planète - il y a même les Chinois qui viennent de dire : « vous savez, la coresponsabilité on n'en veut pas, le G2 dont on parle, non non non, surtout pas ». La Chine, elle veut se développer, réussir son opération, devenir une très grande puissance, avoir des responsabilités mais sans excès, et surtout sans fanfaronnades. En tout cas si nous ne réussissons pas cela, nous risquons de perdre du temps, et ce serait dommage car ce sera très coûteux humainement.

J'espère que l'on arrivera à trouver des formules et que l'Europe, qui est bien placée pour cela, parce que nous sommes considérés comme une grande puissance, qui s'organise peu à peu, lentement, tant bien que mal, mais qui n'a plus de volonté coloniale, bien placée par la façon dont elle a essayé de régler ses problèmes intérieurs, et son universalisme, et sa force non seulement économique mais financière, technique, et aussi culturelle et intellectuelle considérable - beaucoup de pays sont étonnés que l'Europe ne prenne pas davantage d'initiatives, carrément, pour dire : « voilà ce que devrait être l'organisation de la planète ».

Et je dis que ce serait d'ailleurs un excellent moyen, pour essayer de régler les problèmes internes de l'Europe, que de nous dépasser. On voit très bien que nous traînons dans des histoires d'élargissement, d'extension de l'Europe, d'organisation purement technique et administrative de l'Europe. Nous ferions peut-être mieux de dire, modestement : « voilà ce que nous proposons au monde pour qu'il s'organise au mieux, et ceci dans l'intérêt de tout le monde, et des Etats-Unis aussi bien entendu ». Nous aurons ainsi à soutenir les efforts, mais nous guiderons vers les bonnes solutions.

Espérons qu'il en sera ainsi.